

LES 10 GRANDES MESURES

DE SOUTIEN POUR LES FRUITS ET LÉGUMES CANADIENS

ACDFL
ASSOCIATION CANADIENNE DE LA DISTRIBUTION

Conseil
canadien de
l'horticulture

De la ferme à l'assiette, la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes contribue des milliards de dollars au PIB du Canada et génère des centaines de milliers d'emplois d'un océan à l'autre. Nous sommes fiers d'offrir aux Canadiens et à des familles partout dans le monde des produits alimentaires nutritifs et sûrs qui offrent des bienfaits exceptionnels pour la santé. Alors que nous nous efforçons de veiller à la prospérité de notre secteur à court terme et dans un monde post-pandémique, voici quelques mesures que le gouvernement fédéral peut prendre pour soutenir la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais du Canada et aider les Canadiens à remplir la *moitié de leur assiette* de fruits et de légumes.



1. Protection des cultures

Protection des cultures – Dans le secteur des fruits et légumes, les outils de protection des cultures sont essentiels pour assurer la santé des cultures, la sécurité globale en matière d'alimentation et celle des Canadiens. L'organisme responsable de réglementer ces outils indispensables, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), a besoin de ressources essentielles. Des données complètes, y compris la surveillance environnementale, sont nécessaires pour appuyer un système de réglementation mis à jour. Les politiques et les programmes en matière de protection des cultures doivent faciliter l'accès aux marchés et favoriser la viabilité ainsi que la compétitivité économique, tout en prenant en considération les besoins à long terme des producteurs canadiens.



2. Main-d'œuvre

Depuis des décennies, les producteurs utilisent le Programme des travailleurs agricoles saisonniers et le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour remédier aux pénuries chroniques de main-d'œuvre intérieure, en particulier dans le secteur de l'horticulture à forte main-d'œuvre. À court et à long terme, le gouvernement doit continuer d'améliorer les normes de service et les délais de traitement pour les demandes déposées en vertu de ces programmes afin de garantir un bassin de main-d'œuvre stable. Alors que le secteur continue de s'adapter à l'environnement imposé par la COVID-19, le gouvernement doit veiller à offrir aux parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement l'aide dont elles ont besoin pour continuer de produire les fruits et légumes frais dont dépendent nos collectivités.



3. Durabilité

Le secteur des fruits et légumes appuie l'engagement de la Politique alimentaire pour le Canada à promouvoir la durabilité sociale, culturelle, environnementale et économique à long terme. Des partenariats avec les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent aider à assurer la durabilité à long terme du secteur. Les gouvernements devront collaborer avec le secteur en vue de trouver des solutions efficaces et à long terme, comme la mise en place de programmes de compensation des émissions de carbone qui reconnaissent les pratiques respectueuses de l'environnement, l'adoption d'une approche pragmatique visant à éliminer les plastiques problématiques, la mise en œuvre de systèmes harmonisés en vue de favoriser une économie circulaire ainsi que l'élaboration de politiques et de programmes clairs pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires.



4. Protection financière des vendeurs de fruits et légumes

La *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* protège mal les producteurs et les vendeurs de fruits et légumes du Canada. Ces derniers n'ont aucune protection financière contre les pertes découlant de l'insolvabilité de l'acheteur. Autrement dit, étant donné que les fruits et légumes frais sont hautement périssables et se gâtent plus rapidement que d'autres produits alimentaires, les vendeurs de fruits et légumes frais, contrairement aux autres vendeurs, ne peuvent récupérer le produit des ventes non complétées en vertu des dispositions actuelles de la *Loi*. Le contexte commercial imposé par la COVID-19 acculera les entreprises à la faillite, particulièrement lorsque les programmes d'aide financière prendront fin. Le gouvernement canadien doit mettre en œuvre un maximum de mesures pour protéger la chaîne d'approvisionnement alimentaire, y compris un mécanisme de confiance réputée.



5. Commerce et accès aux marchés

Le commerce international libre et équitable de fruits et légumes frais offre d'excellentes possibilités de croissance économique aux entreprises canadiennes et permet aux Canadiens d'avoir accès à des fruits et légumes frais et sains à longueur d'année. Pour accroître l'accès aux marchés et la durabilité du secteur des fruits et légumes canadiens, toutes les parties prenantes doivent reconnaître les systèmes de salubrité des aliments et uniformiser la réglementation relative aux pesticides, les produits et les résidus de pesticides. Parallèlement, les liens de la chaîne d'approvisionnement en matière de transport, d'accès frontalier et de ports d'entrée et de sortie sont essentiels pour assurer la fluidité de la circulation de marchandises essentielles et hautement périssables au-delà de notre frontière.



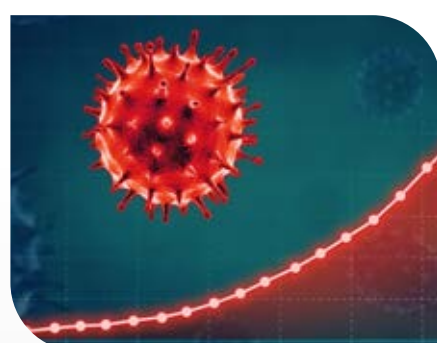
6. Innovation et infrastructure

La vigueur et la croissance du secteur canadien des fruits et légumes dépendront de notre capacité à tirer parti de l'innovation. Le manque d'infrastructure numérique et de financement des innovations propres au secteur crée des obstacles importants pour de nombreux intervenants du secteur des fruits et légumes, en particulier dans le contexte commercial dicté par la COVID où le commerce électronique continue de prendre de l'ampleur. Le financement annoncé par le gouvernement pour les infrastructures rurales à large bande et d'irrigation doit être rapidement déployé dans tout le pays, ainsi qu'un financement dédié aux innovations futures dans la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais et l'appui des infrastructures essentielles dans les collectivités rurales, pour stimuler le secteur et favoriser notre concurrence actuelle.



7. Gestion du risque d'entreprise (GRE)

Les outils de GRE sont essentiels pour la viabilité du secteur de l'agriculture du Canada. Les défis posés par la COVID-19 ont eu une incidence négative considérable sur la récolte de 2020 pour bon nombre de producteurs et menacent de faire de même en 2021. Les producteurs doivent pouvoir prendre des décisions d'affaires en sachant qu'il existe des programmes pour les soutenir. La récente entente visant à éliminer la limite de la marge de référence depuis 2020 a été favorablement accueillie par les producteurs qui avaient été désavantagés par ce programme. Le gouvernement fédéral doit continuer de collaborer avec les provinces pour améliorer le programme Agri-stabilité, notamment en augmentant le seuil d'intervention et le taux d'indemnisation.



8. Mesures gouvernementales pour favoriser la reprise après la COVID

De la ferme à l'assiette, l'industrie des fruits et légumes frais a subi des coûts opérationnels sans précédent en raison de la pandémie de COVID-19. Nous sommes reconnaissants que le gouvernement fédéral ait rapidement mis sur pied des programmes généraux visant à soutenir le secteur dès le début de la pandémie au Canada. Bon nombre des programmes qui ont été créés ont fourni du soutien à certains segments de notre chaîne d'approvisionnement. Un crédit d'impôt pour les EPI et une exonération prolongée des droits de douane pour les EPI aideraient davantage les membres du secteur à se procurer l'équipement dont ils ont besoin pour assurer la sécurité des travailleurs et du public.



9. Stratégie en matière de données agricoles et agroalimentaires

Les données constituent un élément clé de la concurrence mondiale. Malheureusement, les données agricoles canadiennes détaillées sont difficiles à trouver, incomplètes, confidentielles ou coûteuses pour les associations et les entreprises. En vue d'accroître la disponibilité des données sur la situation commerciale, comme décrit dans le budget fédéral de 2021, le gouvernement doit tenir compte des besoins des différents secteurs du domaine de l'agriculture. Une stratégie globale, à long terme et entièrement financée en matière de données agricoles et agroalimentaires qui rapproche les entités disposant de données et celles qui en ont besoin favorisera notre concurrence et éclairera les décisions stratégiques clés pour le secteur des fruits et légumes.



10. Fardeau réglementaire et consultation pertinente

Bien que la décision du gouvernement d'accroître les consultations soit bien accueillie, il reste encore du travail à faire pour s'assurer que ces consultations procurent des avantages tant pour le gouvernement que pour les intervenants. Une approche collaborative visant à trouver des solutions réalisables pour le secteur et le gouvernement est la clé de la réussite en matière de respect des réglementations et des politiques. Un examen exhaustif du processus de modernisation de la réglementation permettrait au gouvernement de faciliter la participation des intervenants, de mieux comprendre les frais d'administration et autres frais liés aux changements proposés et d'élaborer des règlements qui répondent à la fois aux besoins du secteur et à ceux de la population canadienne tout en favorisant la compétitivité économique.

LE SAVIEZ-VOUS?

• 80 % des Canadiens déclarent qu'il est hautement prioritaire de soutenir la production de fruits et légumes. Recherche effectuée par Grassroots Public Affairs en 2020

• 45 % des Canadiens aimeraient que l'amélioration de l'agriculture et de la production alimentaire soit un sujet de conversation lors des prochaines élections fédérales. Abacus Data, 2021

• Les ventes de fruits et légumes frais au Canada ont augmenté de 9,8 % en 2020. Financement agricole Canada, 2021

• Avec la bonne combinaison de compétences, d'immobilisations et de technologie, le secteur agricole pourrait faire gonfler le PIB du Canada de 11 milliards de dollars d'ici 2030, mais les investissements du gouvernement canadien dans les technologies agricoles ne comptent que pour 3,4 % des investissements mondiaux dans le domaine, soit moins que ceux du Brésil et de l'Inde. Rapport de la Banque Royale du Canada, 2019

• Depuis le début de la pandémie, plus de 10 000 restaurants de partout au Canada ont fermé définitivement leurs portes. Restaurants Canada, 2021

• En 2019, la chaîne d'approvisionnement du secteur des fruits et légumes soutenait 249 000 emplois dans l'économie canadienne. Rapport du REIR 2019

• La valeur à la ferme des fruits et légumes produits au Canada a augmenté de 1,3 % pour atteindre 13,9 milliards \$ en 2019. Statistique Canada, 2019

• Près de 80 % des Canadiens ne mangent pas assez de fruits et de légumes selon les recommandations du Guide alimentaire canadien, ce qui entraîne un fardeau économique estimé à 4,4 milliards de dollars. Krueger Report, 2017